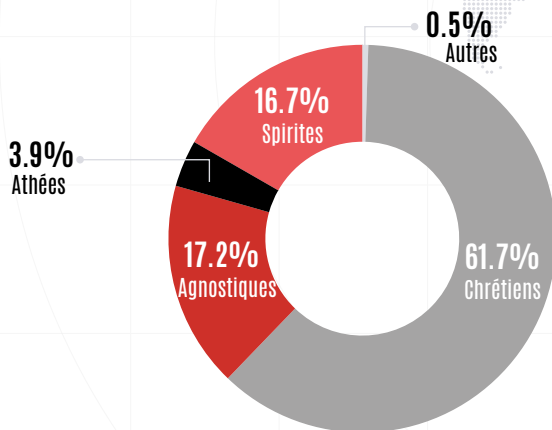




# CUBA

## RELIGION



Population

**11,495,492**

PIB par habitant

**18,796 US\$**

Surface

**109,884 Km<sup>2</sup>**

Indice de Gini\*

**N.D.**\*Inégalité économique

## LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

Le 10 avril 2019, une nouvelle Constitution a été promulguée à Cuba.<sup>1</sup> Son article 15 dispose : « L'État reconnaît, respecte et garantit la liberté religieuse. » En même temps, c'est la première fois depuis la Révolution de 1959 que l'État est explicitement défini comme « laïc ». Ainsi, « dans la République de Cuba, les institutions religieuses et associations fraternelles sont séparées de l'État et elles ont toutes les mêmes droits et devoirs ». L'article 15, alinéa 3, garantit que « les différentes croyances et religions jouissent d'une même considération ».

L'article 42 dispose que « toutes les personnes sont égales devant la loi, bénéficient de la même protection et du même traitement de la part des autorités, et jouissent des mêmes droits, libertés et possibilités, sans aucune discrimination » du fait de [...] « la croyance religieuse ». Toute violation sera « sanctionnée par la loi ».

L'article 57 de la Constitution reconnaît le droit de chacun « de professer ou non des croyances religieuses, d'en

changer et de pratiquer la religion de sa préférence, dans le respect requis des autres croyances et conformément à la loi ».

Toutefois, l'article 5 présente le Parti communiste de Cuba comme la « principale force politique de la société et de l'État », et le décrit comme « unique [...], marxiste-léniniste », inspiré par José Martí et Fidel Castro, « l'avant-garde » qui « organise et oriente les forces communes pour construire le socialisme et progresser vers une société communiste ».

Dans la pratique, cet article subordonne à l'État de nombreuses activités liées à la liberté religieuse et va à l'encontre de la troisième dimension du droit fondamental tel que défini à l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies, qui comprend « le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion », ce droit impliquant la liberté de toute personne de « changer de religion ou de conviction », ainsi que « la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en communauté, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites ».<sup>2</sup>

Selon la nouvelle Constitution, le Parti communiste cubain

continue de garder le contrôle total de ces aspects, par l'intermédiaire du Département idéologique, qui supervise le Bureau des affaires religieuses.

Dans une déclaration sur la nouvelle Constitution, publiée le 2 février 2019, lors du débat précédant le vote d'adoption, la Conférence épiscopale catholique de Cuba a décrit le problème fondamental de la pratique religieuse à Cuba : « Ce n'est pas la simple liberté d'avoir des croyances religieuses, mais la liberté de chacun de vivre selon sa foi et de l'exprimer publiquement. »<sup>3</sup>

Pour les évêques catholiques, il manque au texte constitutionnel « la reconnaissance juridique de l'Église, de son identité et de sa mission propres, dont le droit de communiquer ses enseignements moraux selon l'Évangile, d'avoir un accès régulier aux médias de communication, d'enseigner et d'évangéliser librement, de construire ses propres bâtiments, d'acquérir et de posséder ses propres actifs pour ses propres activités, de s'associer librement à des fins qui ne sont pas exclusivement religieuses, comme l'éducation, la culture, la santé et le travail caritatif ».<sup>4</sup>

Les Églises évangéliques cubaines ont également présenté leurs propres propositions pour modifier certains des articles du projet de Constitution.<sup>5</sup>

Une autre raison des restrictions à la pratique religieuse à Cuba est étroitement liée au fait qu'il est expressément interdit aux associations ecclésiastiques et religieuses de s'inscrire au Registre national des associations du Ministère de la Justice, comme l'indique l'article 2 de la loi sur les associations (n° 54) de 1985. Par le biais de ce registre, le Ministère réglemente « les questions juridiques liées aux institutions ecclésiastiques ou religieuses et celles fondées sur la croyance religieuse de ses membres ».<sup>6</sup>

Les dispositions transitoires de la loi de 1985 sur les associations disposaient qu'une future « loi sur la religion réglementant leurs activités »<sup>7</sup> serait adoptée. Cependant, cela n'a toujours pas eu lieu. Les organisations religieuses continuent de dépendre de la même loi sur les associations. Selon certaines informations provenant de Cuba, la loi sur la religion devrait être à l'ordre du jour de la législature 2023-2028.<sup>8</sup>

L'article 206, dans le chapitre VI du Code pénal cubain de 1987, dispose que quiconque « abuse de la liberté de culte garantie par la Constitution », qui fait partie du droit à la liberté de conscience, « est puni d'une privation de li-

berté pour une période de trois mois à un an ». Cette règle s'applique à toute personne qui « oppose ses croyances religieuses aux objectifs éducatifs, au devoir de travailler et à la défense armée de la nation ».<sup>9</sup>

L'article 208, alinéa 1er, au sein du chapitre VIII du Code pénal, qui concerne les associations, réunions et manifestations illicites, avertit toute personne qui appartient ou est affiliée à « une association qui n'est pas inscrite au registre approprié », qu'elle peut être punie d'une « privation de liberté pour une période d'un à trois mois ». De même, l'article 209 dispose que la participation aux réunions ou manifestations organisées par ce type d'association sera sanctionnée par une « privation de liberté pour une période d'un à trois mois ».<sup>10</sup>

Le Bureau des affaires religieuses du Comité central du Parti communiste administre les différents aspects de la vie religieuse : il approuve ou refuse les visites d'étrangers à des associations religieuses, il autorise la construction, la réparation ou l'acquisition de lieux de culte, il accorde des permis d'effectuer des offices religieux publics, il supervise l'importation de littérature religieuse, etc.

Les décisions 43 et 46 de février 2005, publiées au Journal officiel (n° 8, avril 2005), réglementent et restreignent l'utilisation des lieux de culte. La première exige qu'en cas de réparations (même mineures), d'extensions et de constructions neuves, les organisations religieuses obtiennent une autorisation préalable du gouvernement. La seconde pose les lignes directrices pour demander l'autorisation de pratiquer un culte religieux dans un foyer privé.<sup>11</sup>

Une organisation peut se voir refuser la reconnaissance juridique s'il est établi qu'elle fait doublon avec les activités d'un autre groupe enregistré. Une fois reconnues, les entités religieuses doivent demander l'autorisation du Bureau des affaires religieuses pour mener à bien leurs activités.

## INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport (du 15 juin 2018 au 15 novembre 2020), la plupart des incidents signalés étaient dus à des infractions liées au vide juridique susmentionné ou aux lacunes de la Constitution elle-même, puisqu'elle subordonne tout – liberté religieuse

ainsi que liberté d'expression et de conscience<sup>12</sup> – à la construction du socialisme et au progrès vers une société communiste sous la direction d'un parti marxiste-léniniste.

À la lumière de l'article 5 de la Constitution, qui dispose que l'État organise tous les aspects de la vie publique (voir ci-dessus), l'absence de la troisième dimension de la liberté religieuse à Cuba (le droit de manifester sa religion seul ou en communauté, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites) se reflète dans de nombreuses situations. Un cas concerne le pasteur Ramón Rigal et sa famille, qui ont été emprisonnés pour avoir éduqué leurs enfants à la maison, ce qui est expressément interdit.<sup>13</sup>

D'autres incidents sont le résultat de la prolifération d'Églises indépendantes et de nouveaux groupes religieux, généralement associés à des groupes protestants ou évangéliques. Étant donné que beaucoup d'entre eux n'ont pas de reconnaissance juridique, ne jouissent pas des droits d'association et de réunion, et ne sont pas autorisés à acheter des biens immobiliers, leur pratique religieuse est beaucoup plus limitée par rapport aux groupes qui sont enregistrés.<sup>14</sup> Certains de ces groupes choisissent de rejoindre des organisations indépendantes de la société civile, dont certaines sont de nature politique, ou sont soutenus par des associations américaines.<sup>15</sup>

Le Conseil des Églises de Cuba, une communauté d'Églises chrétiennes, de mouvements œcuméniques et d'autres organisations chrétiennes, a dénoncé une campagne américaine contre Cuba à travers ses rapports sur la liberté religieuse.<sup>16</sup>

Dans certains cas, la question principale était la manière très arbitraire qu'ont le gouvernement ou ses représentants d'appliquer la loi aux croyants ou aux pratiquants, afin de les intimider et de les effrayer.<sup>17</sup> Il est difficile de vérifier si les lois sont appliquées arbitrairement ou quels sont les motifs réels de leur mode d'application.

Après des années de contentieux, les autorités ont informé le pasteur évangélique Osmel Pozo Serrano le 20 avril 2019 que sa congrégation, l'Église du Nazareno, serait expropriée du bâtiment de Manzanillo, dans la province de Granma, où elle se réunissait depuis 20 ans.<sup>18</sup>

Le 29 décembre 2019, le parquet municipal de Nuevitas, dans la province de Camagüey, s'est prononcé contre un couple, M. et Mme Tejada et Yeliney Lescaille, et a me-

nacé de les emprisonner pendant un an s'ils n'enlevaient pas la kippa de leurs fils avant leur arrivée à l'école.<sup>19</sup>

L'ONU, ainsi que d'autres rapporteurs et le Groupe de travail sur la détention arbitraire, ont signalé un certain nombre d'incidents,<sup>20</sup> étroitement liés à l'article 5 de la Constitution. L'un de ces incidents a incité le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme à adresser le 13 mai 2020 une lettre au gouvernement cubain concernant « le harcèlement présumé et continu infligé au révérend Alain Toledano, pasteur du Mouvement apostolique cubain, à sa famille et aux membres de sa congrégation, qui constituent une minorité religieuse à Cuba ».<sup>21</sup>

Sans l'autorisation du gouvernement, il est également impossible de se réunir dans des maisons privées. Ce fut le cas des membres de l'Église Jéhovah Shalom, qui n'ont pas été autorisés à se réunir dans la propriété d'un de ses membres le 9 juillet 2020.<sup>22</sup>

Bien que l'Église catholique, la plus grande confession du pays, n'ait pas été impliquée dans un incident majeur, les catholiques ne jouissent toujours pas de la pleine liberté d'action, ainsi que cela a été indiqué ci-dessus. Dans l'ensemble, l'Église catholique tente de respecter les lois du pays pour éviter les conflits avec le gouvernement, lequel a souvent attaqué l'Église pour l'empêcher de critiquer le système.<sup>23</sup> Néanmoins, certains prêtres ont ouvertement critiqué le manque de liberté à Cuba, comme le père Alberto Reyes qui, sur Facebook, a écrit le 1er novembre que le peuple cubain vivait dans la peur et le mensonge.<sup>24</sup>

Néanmoins, il y a eu des développements positifs au cours des dernières années. Par exemple, les autorités ont accepté que les groupes religieux puissent s'impliquer dans des projets caritatifs annexes. Ainsi, après 13 ans de travaux, l'Église catholique a pu inaugurer le 25 mai 2019 une maison de retraite pour personnes âgées à Camagüey.<sup>25</sup> Une Église évangélique gère déjà une installation similaire.<sup>26</sup>

Face à l'urgence liée au coronavirus, le gouvernement a également pris une mesure particulièrement remarquable et historique pour la Semaine Sainte 2020 : il a permis à quatre reprises aux évêques catholiques de prononcer à la radio un discours de 30 minutes adressé aux fidèles de leurs diocèses.<sup>27</sup> La télévision cubaine a également diffusé le Chemin de Croix dirigé par le pape François le Vendredi Saint, ainsi que la messe pendant la Semaine Sainte

et les dimanches suivants.<sup>28</sup>

Le 24 octobre 2020, l'ambassade de Cuba au Saint-Siège à Rome a accueilli une exposition d'art cubain, à l'occasion des 85 ans de relations diplomatiques ininterrompues entre Cuba et le Saint-Siège.<sup>29</sup>

## PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

De grandes espérances ont été placées dans la nouvelle Constitution cubaine, en ce qui concerne la liberté religieuse et les droits des groupes religieux à Cuba. Alors que l'État est laïc et qu'il n'existe plus de persécution religieuse au sens strict, la vraie question est le rôle du Parti communiste (marxiste-léniniste) de Cuba dans la nouvelle Constitution, sachant qu'il est défini comme « principale force politique de la société et de l'État ». En tant que tel, il contrôle et subordonne tout le monde à la construction d'une société communiste, ce qui limite et restreint automatiquement de nombreux droits qui sont fondamentaux dans d'autres pays, tels que le droit à la liberté d'expression et le droit à la liberté de conscience.<sup>30</sup> Alors que le Parti surveille arbitrairement les actions et les activités des organisations religieuses, cela crée pour elles une atmosphère suffocante. Par conséquent, les perspectives demeurent négatives pour la liberté religieuse à Cuba.

- 1 Constitución de la República de Cuba, Granma, <http://www.granma.cu/file/pdf/gaceta/Nueva%20Constituci%C3%B3n%20240%20KB-1.pdf> ; Cuba 2019, Constitute Project, [https://www.constituteproject.org/constitution/Cuba\\_2019?lang=en](https://www.constituteproject.org/constitution/Cuba_2019?lang=en)
- 2 « Déclaration universelle des droits de l'homme », Nations Unies, <https://www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/>
- 3 “Mensaje de la COCC en relación con la nueva constitución de la república de Cuba que será sometida a referendo,” Conferencia de Obispos Católicos de Cuba, 4 février 2019, [https://palabranueva.net/new/sometida-a-referendo/#\\_ftn6](https://palabranueva.net/new/sometida-a-referendo/#_ftn6)
- 4 Ibid.
- 5 “Unas 45 iglesias evangélicas buscan que la reforma constitucional abra el camino a una Ley de Culto en Cuba,” Diario de Cuba, 3 octubre 2018, [https://diariodecuba.com/cuba/1538592344\\_42216.html](https://diariodecuba.com/cuba/1538592344_42216.html)
- 6 “LEY NO. 54, Ley de asociaciones,” Parlamento Cubano, <http://www.parlamentocubano.gob.cu/index.php/documento/ley-de-asociaciones/>
- 7 Ibid.
- 8 Dianet Doimeadios Guerrero, Edilberto Carmona Tamayo, and Lissett Izquierdo Ferrer, Cuba Debate, 16 janvier 2020, <http://www.cubadebate.cu/especiales/2020/01/16/que-leyes-deben-aprobarse-durante-2020-en-cuba-infografias-y-video/#.X6hmkVAXnb0>
- 9 “Ley N° 62 Código Penal,” 29 décembre 1987, Observatorio de Igualdad de Género de América Latina y el Caribe, [https://oig.cepal.org/sites/default/files/1987\\_codigopenal\\_cuba.pdf](https://oig.cepal.org/sites/default/files/1987_codigopenal_cuba.pdf)
- 10 Ibid.
- 11 Dr. René López Benítez, Referencia Jurídica, 24 janvier 2013, <https://referenciajuridica.wordpress.com/2013/01/24/regulaciones-para-la-aprobacion-de-licencias-a-instituciones-religiosas/>
- 12 Comisión Interamericana de los Derechos Humanos, 3 février 2020, Organización de los Estados Americanos (OEA), <https://www.oas.org/es/cidh/informes/pdfs/Cuba2020-es.pdf>
- 13 “Ya está en casa el pastor cubano Ramón Rigal, condenado por educar a sus hijos en el hogar,” Diario de Cuba, 26 juin 2020, [https://diariodecuba.com/derechos-humanos/1593162518\\_23387.html](https://diariodecuba.com/derechos-humanos/1593162518_23387.html)
- 14 Tomás Cardoso, Derechos humanos,” Radio Televisión Martí, 7 mai 2020, <https://www.radiotelevisionmarti.com/a/apost%C3%B3licos-cubanos-reclaman-cese-de-represi%C3%B3n-contra-pastores-y-feligreses/264757.html>
- 15 CiberCuba, 13 septembre 2019, <https://www.cibercuba.com/noticias/2019-09-13-u1-e199352-s27061-encargada-negocios-eeuu-cuba-visita-al-lider-religioso-alain> ; “¡Liberen la ayuda humanitaria retenida en Mariel!, exigen activistas cubanos,” Diario de Cuba, 14 août 2020, [https://diariodecuba.com/derechos-humanos/1597358790\\_24322.html](https://diariodecuba.com/derechos-humanos/1597358790_24322.html)
- 16 Claudia Florentín, ALC Noticias, 22 juin 2020, <https://alc-noticias.net/es/2020/06/22/estados-unidos-acusa-falsamente-a-cuba-de-limitar-la-libertad-religiosa-dice-el-cic/>
- 17 Rodríguez Fernández, Diario de Cuba, 30 avril 2020, [https://diariodecuba.com/derechos-humanos/1556644929\\_46080.html](https://diariodecuba.com/derechos-humanos/1556644929_46080.html) <https://diariodecuba.com/etiquetas/iglesia-asamblea-de-dios.html> ; Evangelical Focus, 9 septembre 2020, <https://evangelicalfocus.com/world/7914/cuban-authorities-mistreat-a-christian>
- 18 “El Gobierno cubano expropiará a una iglesia evangélica el local que lleva 20 años utilizando,” Diario de Cuba, 20 avril 2019, [https://diariodecuba.com/cuba/1555771096\\_45874.html](https://diariodecuba.com/cuba/1555771096_45874.html)
- 19 Central de Noticias Diario Judío, 8 janvier 2020, <https://diariojudio.com/noticias/judios-en-cuba-retiran-la-kipa-a-sus-hijos-por-amenazas-de-carcel/317840/> ; Esteban Lubochiner (Tebu), Aurora, 25 décembre 2020, <https://www.aurora-israel.co.il/autoridades-de-educacion-en-cuba-prohiben-a-un-nino-el-uso-de-la-kipa-en-su-escuela>
- 20 “Relatores especiales de la ONU acusan al régimen cubano de perseguir la libertad religiosa,” Diario de Cuba, 20 juillet 2020, [https://diariodecuba.com/derechos-humanos/1595233110\\_23853.html](https://diariodecuba.com/derechos-humanos/1595233110_23853.html)
- 21 Lettre du 13 mai 2020, Ref AI Cub 1/2020, <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gld=25232>
- 22 Yaisset Rodríguez Fernández, “Altos funcionarios del Gobierno cubano fuerzan el cierre de una iglesia evangélica en Holguín,” Diario De Cuba, 12 septembre 2020, [https://diariodecuba.com/derechos-humanos/1599896458\\_24973.html](https://diariodecuba.com/derechos-humanos/1599896458_24973.html)
- 23 Henry Constantin, Cuba décide, 4 septembre 2020, <https://cubadecide.org/2020/09/16/70-fieles-catolicos-piden-pronunciamento-de-sus-obispos-sobre-la-ayuda-humanitaria-retenida/>
- 24 Alberto Reyes, 1er novembre 2020, <https://www.facebook.com/100008460667968/posts/2615107345447929/?d=n>
- 25 Aci Prensa 1er juin 2019, <https://www.aciprensa.com/noticias/iglesia-en-cuba-inaugura-hogar-en-beneficio-de-ancianos-87337>

- 26 "Hogar de ancianos evangélico reabre en Matanzas en medio de la pandemia de Covid-19," Diario de Cuba, 6 novembre 2020, [https://diariodecuba.com/cuba/1604662337\\_26255.html](https://diariodecuba.com/cuba/1604662337_26255.html)
- 27 Miguel Ángel Malavía, Vida Nueva Digital, 2 avril 2020, <https://www.vidanuevadigital.com/2020/04/02/decision-historica-en-cuba-por-el-coronavirus-el-regimen-concede-a-la-iglesia-la-mayor-visibilidad-mediatica-en-60-anos/>
- 28 Progreso Semanal, 8 avril 2020, <https://progreso semanal.us/20200331/cuba-semana-santa-por-tv/>
- 29 Vatican News, 26 octobre 2020, <https://www.vaticannews.va/es/iglesia/news/2020-10/gallagher-aniversario-85-relaciones-diplomaticas-cuba-santa-sede.html>
- 30 Comisión Interamericana de los Derechos Humanos, op. cit.